

Conseil exécutif de l'ACEP

Compte rendu de la réunion du 26 mars 2008 Bureau national de l'ACEP Salle de conférence 17 h 45

Présences : J. Aggrey (présidence), J-R. Benoit, C. Card (retard), G. Dussault, M. Holyk, M. Korol, C. Lakaski, R. McVicar, A. Picotte, A. Sipos, S. Spak, M. Zinck, C. Danik (retard), J. Ouellette, D. Martin.

Absences justifiées : L. Perrin, S. Spano, C. Therrien.

1 a) Adoption de l'ordre du jour

Les points suivants sont ajoutés :

1) Points aux fins d'approbation

c) Résolution du Comité des communications

6) Points d'information

a) Politiques et pratiques de l'Association

Résolution : Il est proposé par M. Zinck et appuyé par B. McVicar que l'ordre du jour soit adopté avec modifications. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

1 b) Adoption du compte rendu du 27 février 2008

Il est noté que le point 1 i) Comité des griefs manque au compte rendu et que les noms des membres du comité devraient y figurer.

J. Aggrey mentionne qu'il a quelques corrections mineures à apporter et qu'il les fournira à la secrétaire.

Résolution : Il est proposé par B. McVicar et appuyé par S. Spak que le compte rendu soit adopté avec modifications. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

1 c) Résolution du Comité des communications

Le président M. Korol demande que les crédits budgétaires pour les articles promotionnels soient augmentés. Il précise qu'actuellement 10 000 \$ sont prévus au budget et que le Comité des communications estime cette somme insuffisante. Il ajoute que le comité n'a pas formulé de recommandation sur la somme exacte dont il aurait besoin pour des articles promotionnels.

Résolution : Il est proposé par M. Korol et appuyé par A. Picotte que le Conseil

exécutif national donne instruction au Comité des finances d'accroître les crédits budgétaires pour les articles promotionnels.

Pour = 9, contre = 2, abstention = 0. **Résolution adoptée.**

2 a) Rapport du Groupe de travail sur la participation des membres

C. Lakaski présente le rapport au Conseil exécutif national. Il remercie tous les membres du comité pour leurs efforts et leur travail et remercie aussi M. Zinck d'avoir envoyé des observations au nom de la section locale n° 102 de l'IPE.

C. Lakaski mentionne qu'il enverra les commentaires reçus de M. Zinck aux autres membres du comité pour information.

J. Aggrey demande que le CEN examine sérieusement la possibilité de créer une « Journée de l'ACEP » semblable à la Semaine de la fonction publique comme le recommande le rapport.

Résolution : Il est proposé par M. Zinck et appuyé par J.-R. Benoit que le Conseil exécutif national accepte le rapport. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

2 b) Comité des finances

Les états financiers pour la période se terminant le 31 janvier 2008 sont examinés.

2 c) Comité de vérification – Attributions

J. Aggrey mentionne que l'ancien président du Comité de vérification ne fait plus partie de l'unité de négociation EC et que son nouveau poste ne lui laisse pas suffisamment de temps pour apporter sa contribution dans ce dossier.

G. Dussault mentionne que les attributions actuelles ne donnent pas suffisamment d'information sur les rôles et responsabilités du vérificateur et du Comité de vérification. Il demande en outre que les attributions soient retirées du site Web et qu'elles soient de nouveau soumises à l'examen du Conseil exécutif national.

G. Dussault demande aussi si notre vérificateur a fait une demande officielle ou s'il existe un document quelconque sur l'établissement d'un Comité de vérification.

J. Aggrey accepte de retirer les attributions du site Web et de soumettre cette question de nouveau à l'examen du Conseil exécutif national, et de suspendre les attributions jusqu'à ce qu'un nouveau Comité de vérification soit établi.

2 d) Rapport d'étape du sous-comité enquêtant sur la plainte

M. Holyk déclare que le rapport sera prêt pour la réunion d'avril.

2 e) La fonction publique du Canada : Trop de perceptions erronées par Kevin Lynch

J. Aggrey donne au Conseil exécutif national de l'information sur l'article et indique qu'on peut le trouver sur le site Web du Conseil privé.

3 a) Invitation aux réunions du Conseil des présidents

M. Holyk demande si seuls les présidents des sections locales peuvent assister à ces réunions et pourquoi qu'en cas d'urgence un délégué suppléant ne peut y assister.

J. Aggrey explique que le Conseil des présidents a été conçu pour les présidents uniquement et que le Conseil des dirigeants des sections locales a été conçu à l'intention de tous les dirigeants locaux.

C. Card mentionne que le vice-président remplace normalement le président si ce dernier ne peut assister à une réunion.

C. Lakaski est également d'accord que le vice-président devrait pouvoir assister à une réunion si le président d'une section locale ne peut le faire.

M. Zinck affirme qu'il appuierait le fait que le vice-président puisse être délégué.

J. Aggrey affirme qu'il soumettra la question au Conseil des présidents pour obtenir leur point de vue sur l'envoi de délégués suppléants s'ils ne peuvent assister.

4 a) Rapport du président

15 janvier 2008 – Rencontre SEA-ACEP

J'ai assisté à une réunion spéciale SEA-ACEP afin d'expliquer la recommandation faite au CEN en octobre 2007 d'envisager d'acheter ses bureaux au lieu de les louer et en particulier la recommandation faite au CEN d'envisager l'achat d'un édifice à bureaux à Vanier. Le SEA a alors recommandé d'ajouter un membre du SEA au groupe de travail sur les locaux à bureaux.

23 janvier 2008 – Réunion de la partie syndicale du CNM

La Partie syndicale du CNM s'est réunie afin de discuter des étapes à envisager suite au rejet par le juge Panet des poursuites concernant les surplus des caisses de retraite. Les trois conseillers juridiques des demandeurs assistaient à la réunion. Le CEN a déjà été informé de l'intention de la Partie syndicale de porter l'affaire, si possible, jusqu'en Cour suprême du Canada.

24 janvier 2008 – AGA de la section locale RHDSC

J'ai assisté à l'AGA de la section locale RHDSC. Les participants étaient nombreux et un nouveau conseil exécutif a été élu. Barry Maloney a décidé de s'engager activement et a été élu président. Un autre élément positif à la section locale RHDSC est le nombre de membres qui se sont portés volontaires pour faire partie de l'exécutif. Ceci dépasse de loin le nombre de volontaires dans tout autre exécutif local de l'Association.

12 février 2008 – Réunion du Conseil des dirigeants des sections locales

Il s'agit de la première réunion du Conseil des dirigeants des sections locales depuis l'approbation des modifications statutaires l'an dernier. Le compte rendu de la réunion a déjà été affiché. Le Conseil a proposé de fixer ses réunions parallèlement à d'autres réunions, si possible, et que l'ACEP procure des cartes professionnelles aux dirigeants locaux indiquant leurs titres respectifs.

13 février 2008 – Réunion des dirigeants TR

La réunion des dirigeants TR a été convoquée afin d'examiner le résultat de notre rencontre (Lionel Perrin et moi) avec Mme Francine Kennedy, PDG du Bureau de la traduction, le 19 octobre 2007, à laquelle elle a promis de se pencher sur certaines préoccupations que nous avons soulevées avec elle au sujet du Bureau.

Bien que je sois personnellement déçu du rythme des progrès réalisés à régler les préoccupations des TR, j'ai appris que le Bureau, sous la conduite de Mme Kennedy, a fait un effort dans la bonne direction. Par exemple, les dirigeants TR reconnaissent qu'il y a eu une amélioration dans le processus de consultation depuis notre rencontre. La direction envoie maintenant bien à l'avance la documentation des réunions et les appels à inscrire des points à l'ordre du jour.

Le Bureau, cependant, n'a pas abordé les grands enjeux, dont le respect de la contribution des TR dans les projets et décisions, ou l'absence de mobilité d'un service à un autre. Le Bureau ne s'est pas attaqué non plus au problème du recrutement, de la rétention et de la planification de la relève.

J'ai informé les dirigeants TR que j'organiserai une autre réunion en avril ou au début de mai avec Mme Kennedy afin de continuer de faire valoir les préoccupations des TR et de réclamer des changements.

19 février 2008 – AGA de la section locale à Élections Canada

Les participants étaient nombreux et un nouvel exécutif a été élu. Le nouveau président est Alain Tremblay. Certains membres ont abordé des enjeux de longue date, comme l'annulation de tous les congés lorsque l'on s'attend au déclenchement d'élections et la question des employés nommés pour une période déterminée travaillant depuis de nombreuses années à EC. J'ai encouragé les membres à se réunir, à préciser leurs préoccupations et à m'en envoyer une liste

en vue de ma rencontre avec le directeur général des élections. Voir ci-après le rapport de ma rencontre avec le DGÉ.

26 février 2008 – Réunion du Comité sur les locaux à bureaux

Le comité s'est réuni et a discuté de ses attributions. Les représentants du SEA sont

Claude Vézina et Liana Griffin. Mandaté par le CEN, il a élargi son champ d'action à la recherche d'autres immeubles appropriés dans la RCN comme solution de rechange à l'achat. Le comité organisera une visite du 39 McArthur à sa prochaine réunion.

29 février 2008 – Réunion du Comité consultatif sur les pensions (CCP)

Entre autres, le CCP a discuté de la transformation de l'administration des pensions, dont la modernisation des pensions, la centralisation des services et la correction des données sur les pensions dans le but d'adopter les normes de l'industrie. Le CCP a aussi discuté d'enjeux courants sur les pensions comme la gouvernance, l'analyse comparative (c.-à-d., la comparaison avec des organisations internationales d'administration des pensions du public et du privé) et la retraite progressive – à savoir des mesures visant à faciliter la rétention face à une pénurie de main-d'œuvre imminente et afin d'aider les employés à faire le passage à la retraite.

4 mars 2008 – Partie syndicale du CNM

La Partie syndicale s'est réunie pour discuter des affaires courantes et examiner et approuver divers rapports de comités en préparation de la réunion générale du CNM. Le CNM a discuté de sa contribution au SGIC de l'employeur. De plus, il a discuté de l'idée que le CNM attribue des prix de reconnaissance et d'appréciation. Fort de mon expérience à rédiger des politiques à l'ACEP, je me suis porté volontaire pour siéger à un comité et pour rédiger une ébauche de politique.

5 mars 2008 – Rencontre avec l'IPFPC

Michèle Demers, présidente de l'IPFPC, a fait une présentation à l'ACEP sur l'initiative de l'IPFPC de contester en vertu de la Charte l'exclusion par l'employeur des pensions, de la dotation et de la classification des négociations collectives. Claude Danik, Jean Ouellette et moi-même avons assisté à la présentation. L'IPFPC avait aussi invité des représentants de l'Association des juristes du ministère de la Justice et de l'Association canadienne des agents financiers. La présentation visait à informer l'ACEP de l'initiative et à lui demander si elle souhaitait collaborer avec l'IPFPC ou envisagerait de déposer sa propre contestation fondée sur la Charte. Nous avons remercié Michèle de nous avoir partagé ses projets et lui avons promis de lui faire connaître la position de l'ACEP.

Réunion du CNM

Le CNM a tenu sa réunion générale régulière sur ses affaires courantes le 5 mars 2008.

13 mars 2008 – Rencontre avec Marc Mayrand

J'ai rencontré M. Marc Mayrand, le directeur général des élections, pour discuter des préoccupations de nos membres à Élections Canada. M. Mayrand s'est montré très réceptif au sujet des enjeux soulevés et a dit être disposé à en régler certains, sinon tous, immédiatement. Alain Tremblay, le nouveau président élu de la section locale, m'accompagnait et était heureux de la rencontre. J'informerai à la fois les membres et l'ART responsable de l'agence des réponses de M. Mayrand aux enjeux.

13 mars 2008 – Réunion du CCJM

Le comité est déterminé à étendre ses activités et à rejoindre les jeunes membres dans les régions. À cette fin, le comité prévoit tenir des événements régionaux, qu'il reste à préciser, et créer un bulletin pour communiquer avec les pairs. Le CCJM soumettra plus tard sa proposition et sa demande de fonds à l'approbation du CEN.

18 et 19 mars 2008 – Conférence sur les politiques

J'ai assisté à la Spring Policy Conference de l'Ottawa Economic Association au Château Laurier à Ottawa. Cette conférence s'inscrit dans une série de conférences portant sur des enjeux économiques de l'heure. Généralement, des experts dans leurs domaines et des chefs d'entreprises sont invités à partager leurs points de vue.

4 b) Rapport des Services professionnels

Conversion EC

- Dans tous les ministères, les NPP seront remises du 16 au 20 juin.
- Selon les derniers renseignements recueillis par l'ACEP, il reste quelques ministères où un petit nombre de descriptions de travail n'ont pas été révisées.
- Trois ministères ont des problèmes plus sérieux; toutefois, on prévoit que ces problèmes seront réglés avant les dates des NPP.

Négociations collectives TR

- En raison de problèmes de santé, je n'ai pu me présenter à la table le troisième jour de négociation ce mois-ci.
- Nous ne nous sommes donc réunis que les 18 et 19 mars.

- Les parties ont discuté d'enjeux particulièrement importants pour le futur modèle de service du Bureau de la traduction.

Négociations collectives EC

- Depuis la dernière réunion du CEN, l'ACEP s'est retrouvée à la table de négociation EC lors de deux jours distincts.
- Quelques points en suspens ont été réglés, alors qu'une grande partie du temps passé à la table a été consacrée à discuter de la procédure de règlement des griefs énoncée dans la convention collective.
- Des données ont été fournies lors d'une réunion distincte avec un représentant de l'Agence de la fonction publique du Canada.
- L'ACEP devra maintenant consacrer un certain temps à examiner les données et d'autres informations afin d'élaborer des revendications salariales globales.

Négociations du RIM (TR)

Le protocole d'entente a été signé le 18 mars dernier et un message aux membres TR a déjà été affiché sur notre site Internet. Le protocole vient à échéance en mars 2010.

Négociations BdP

Les membres du Comité de négociation BdP finaliseront demain le questionnaire à envoyer aux membres. Pour plus d'informations, voir le rapport de février.

Représentation

- Un membre ES a été renvoyé durant sa période de stage. Le renvoi s'est fait pendant une absence en congé de maladie de longue durée. Le membre n'avait pas déposé de grief durant la période stipulée dans la lettre de renvoi et la convention collective. Suite à une analyse approfondie du dossier, l'ART a conclu qu'il y avait des circonstances exceptionnelles pour justifier une prolongation de délai pour déposer un grief et nous les avons présentées à l'employeur. L'employeur accepta de prolonger le délai pour le dépôt d'un grief. Le grief a été déposé et suit son cours.
- Un membre SI a déposé une plainte à la Commission canadienne des droits de la personne contre l'ACEP alléguant être l'objet de discrimination pour un motif illicite (religion). Elle alléguait que son syndicat lui a refusé la possibilité de faire verser ses cotisations syndicales à un organisme de charité de son choix. L'ACEP a répondu à la plainte en indiquant que l'exemption de payer des cotisations syndicales doit être fondée sur des motifs de conscience authentiques imposés ou dictés par une organisation religieuse à tous les membres de cette foi. Selon l'ACEP, il ne s'agit pas ici d'une organisation religieuse. La Commission canadienne des droits de la

personne a décidé de ne pas entendre la plainte puisque la pratique discriminatoire alléguée ne semble pas liée à un motif de discrimination illicite.

- Un membre ES voulait obtenir un environnement de travail sans parfum. Le ministère ne voulait pas l'accommoder car il disait que le droit de porter du parfum était plus fort que celui d'être accommodé pour cette raison spécifique. La membre souffre de migraines lorsqu'elle est en contact avec des parfums.

Compte tenu de l'absence d'une politique interne quant à l'utilisation de parfum au sein du ministère, l'ART a communiqué avec les représentants du comité de santé et sécurité au travail afin d'obtenir du soutien dans ce dossier. Nous avons finalement obtenu un bureau fermé avec un ventilateur ainsi qu'un avis demandant aux gens de ne pas porter de parfum sur l'étage de travail de la membre. L'employeur a aussi consenti à rembourser à la membre certaines journées de maladie qu'elle a dû prendre avant qu'elle ne soit accommodée.

Affaires internes

Un ART a demandé une prolongation de congé d'un mois. Nous avons amorcé le processus de dotation d'un poste à durée déterminée (12 mois) d'agent des relations de travail bilingue.

4 c) Rapport de l'Administration

Envois postaux aux membres

D. Martin signale que les éléments suivant seront expédiés aux membres cette semaine : appel concernant le poste vacant au CEN et le point sur les pensions.

Soutien TI

Ce point est discuté à huis clos.

5. Affaires des comités

Sans objet ce mois-ci.

6. Politiques et pratiques de l'Association

J. Aggrey signale que serait préparée une brochure renfermant les résolutions et pratiques adoptées par le CEN de 2003 à ce jour.

7. Levée de la séance

Résolution : Il est proposé par B. McVicar et appuyé par A. Picotte que la séance soit levée à 19 h 58. **Résolution adoptée à l'unanimité.**